

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 9 Décembre 2008***

*Nombre d'élus : 23*

*En fonctions : 23*

*Présents : 19*

*Sous la présidence de M. STRAUB, Maire*

**Etaient présents :** Mmes GAUGIN - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS Adjoints.

Mmes ANTOINE - HERZHAUSER - PATRICOLA - DILLER – CUSUMANO - FLORI  
M. CORTINA - PERRET - BRABLE - KAUFFER - QUINIO - VINCENT - TISON Conseillers

**Absents excusés :** Mme MAHIEU à procuration à M. DHIOS  
M. OMINETTI à procuration à Mme PATRICOLA  
Mme ANDRE  
**Absent** M. LORANG

*Date d'envoi de la convocation : 4 décembre 2008*

*Secrétaire de séance : Madame FLORI*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte rendu du 14 novembre 2008
2. Budget Supplémentaire 2008
3. Urbanisme : Arrêt du projet de transformation du POS valant élaboration du PLU
4. Urbanisme : Aménagement de parkings – études de faisabilité - décisions à venir
5. Désaffectation et aliénation d'un chemin rural : résultat de l'enquête publique
6. SIVT : Adhésion des communes de Lemud et Villers-Stoncourt
7. Parc Informatique – Contrat de maintenance
8. Remboursement de sinistre
9. Personnel Communal : Modification du tableau des effectifs
10. Droit de Préemption Urbain
11. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 14 NOVEMBRE 2008

Monsieur CORTINA intervient pour faire corriger les termes du compte rendu qui ne correspondent pas à ses propos tenus en séance.

Il rappelle les idées développées en séance du 14 novembre 2008.

Ø Une contradiction importante entre la volonté de l'équipe municipale d'investir (projet crèche, maison de retraite, travaux de voirie....) pour rendre plus attractive la Commune et celle de rendre moins accessible l'installation de nouvelles familles par l'instauration à taux plein de la participation pour voiries et réseaux.

Ø L'équité sur le profit des investissements réalisés par la Municipalité dont chacun peut bénéficier lors, par exemple, de la rénovation d'une voirie, sans participation individuelle et, à contrario, la prise en compte à 100 % pour les propriétaires concernés par la PVR.

Ø Il signale également que la concertation fait défaut avant un vote au Conseil compte tenu du fait que les modalités d'application de la PVR n'ont pas été précisées dès le premier vote d'adoption de la PVR au Conseil Municipal du 30 septembre 2008 et que, le compte rendu de la Commission d'Urbanisme rapporte une décision d'application à 100 % (Commission qui n'a normalement qu'un rôle consultatif).

Monsieur le Maire précise que le problème de la PVR doit être obligatoirement voté en deux temps. De plus le taux de 100% est universellement appliqué en pratique. Il ne s'agit donc que d'officialiser un usage ancien et courant. Il s'agit d'un problème tout à fait différent de celui de la réfection d'une voirie qui est d'évidence gratuit. A qui serait-il imputé ? Certainement pas aux seuls riverains car logiquement tous les utilisateurs occasionnels devraient être concernés également.

Par contre la collectivité n'a pas à assumer des travaux réalisés au seul bénéfice de nouveaux constructeurs sauf dans le cas où il y aurait nécessité économique et volonté de l'ensemble de la population de voir la commune se développer.

Ceci ne pénalise pas les nouvelles familles car le vendeur est obligé d'en tenir compte lors de la fixation du prix de vente du terrain afin qu'au final celui-ci reste dans les prix du marché, faute de quoi il ne pourrait jamais prendre.

M. CORTINA demande que la relation du vote soit plus précise et qu'il soit spécifié : Adopté à l'unanimité moins une voix, M. CORTINA votant contre un taux de participation à 100%

Aucune autre remarque n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 14 novembre 2008 est approuvé.

## 2) BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2008

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire commente le budget supplémentaire 2008 remis aux conseillers.

***En section de fonctionnement :***

Chaque compte a été réajusté ou non en fonction des réalisations faites dans l'année.

Cette section s'équilibre en dépense et recettes à la somme de 65 375 €

***En section d'investissement :***

Les dépenses ont également été réajustées car certaines prévisions n'ont pu être réalisées et seront reportées au budget primitif 2009. D'autres projets ajoutés, sont en cours de réalisation.

Un emprunt de 115 000 € est nécessaire pour couvrir le programme 2008 et par anticipation une partie du programme 2009 (parc de l'Archyre).

Cette section s'équilibre en dépenses et recettes d'investissement à la somme de – 54 314 €

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*vote* le Budget supplémentaire 2008 tel qu'énoncé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

### **3) URBANISME – ARRÊT DU PROJET DE TRANSFORMATION DU POS VALANT ELABORATION DU PLU**

**Rapporteur : M. BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles le projet de transformation du POS valant élaboration du PLU a été élaboré, à quelle étape il se situe et présente le projet.

Il précise que le projet arrêté doit nécessairement comporter l'ensemble des pièces qui composent un PLU, à savoir :

- Un rapport de présentation
- Un projet d'aménagement et de Développement Durable
- Un règlement et des documents graphiques
- Des annexes

Seront joints au dossier, le dossier de la ZPPAUP, le règlement du Site Classé ainsi que le Plan de Prévention des Risques.

**M. NICOLAY** auquel se joint Mme PALUCCI, remercie M. TISON de l'AGURAM pour son travail dans le cadre de l'élaboration du PLU, M. BRABLE ainsi que Mme MULLER, DGS, pour sa participation active aux travaux menés par la commission d'urbanisme.

**M. BRABLÉ** poursuit en expliquant qu'après l'arrêt du projet en conseil, les dossiers vont être transmis aux personnes publiques associées (Préfecture, DDE, CA2m, communes voisines, SCOTAM etc) pour une consultation qui durera 3 mois.

Après cela, une enquête publique aura lieu. Le PLU ne sera approuvé qu'ensuite.

**Monsieur BRABLE** indique que les avis des personnes publiques associées et consultées ont été pris en compte. Les avis des administrés relatifs au projet de PLU ont été émis sous l'ancienne mandature et ne sont pris en compte que s'ils sont pertinents au regard du règlement conformes à la réglementation et répondent à la politique communale

**M. CORTINA** déplore la manque de concertation dans l'élaboration du PLU et signale qu'effectivement il avait personnellement émis un avis (annexé au projet de PLU) sur le registre tenu à la disposition du public en Mairie pour y consigner ses observations et que cet avis n'a pas reçu de réponse et n'a pas été pris en compte. Il y était demandé à ce que des terrains non concernés par le PPR et enclavés par des constructions soient constructibles. M. CORTINA précise après avoir été interrogé par le Conseil, qu'il possède un terrain chemin des 100 Livres entrant dans ce cas de figure.

**Monsieur le Maire** répond que ceci est possible si l'avis ne pouvait être pris en compte ou si la Commission chargée du PLU ne voulait pas le prendre en compte

**Monsieur CORTINA** désapprouve l'intégration dans le projet de PLU de 66 maisons sises Voie de la Liberté, rue du Stade et impasse du Ruisseau de la Fontaine et identifiées comme remarquables. Elles sont répertoriées sur un plan en page 9 et font l'objet d'un règlement non opposable. Ce dernier fait état d'interdictions et semble très restrictif (exemple : utilisation exclusive du terrain situé entre la propriété et la rue.) Il déplore, tout en étant concerné, avoir pris connaissance de ce fait seulement 3 jours avant le vote en Conseil Municipal. Il informe qu'il a consulté son voisinage également concerné qui n'était pas plus informé que lui.

Il met en garde l'ensemble de l'Assemblée sur cet état de fait et signale que les propriétaires seront tout autant que lui désagréablement surpris et mécontents. Il s'interroge sur la légitimité de la personne qui a réalisé ce classement ainsi que les critères de sélection.

Il propose pour répondre à cette volonté de conserver ces biens, d'envisager leur inscription à l'inventaire des monuments historiques afin de pouvoir, de ce fait, bénéficier des avantages fiscaux en contre partie des contraintes.

*Monsieur NICOLAY* répond que ces dispositions avaient pour but d'éviter le rachat d'immeubles individuels par des promoteurs en vue de les démolir et de construire des collectifs.

*Monsieur le Maire* fait remarquer que cette liste figurait déjà dans la révision du POS de 2005 et que tous les citoyens et tous les conseillers municipaux pouvaient en avoir connaissance depuis longtemps s'ils avaient un minimum d'intérêt pour le POS. Les enquêtes publiques sont organisées aux fins de permettre à la population de s'informer.

Quant à l'inscription à l'inventaire des Monuments Historiques, elle n'est pas de mise car elle serait impossible et absurde.

*Monsieur CORTINA* fait remarquer que le projet n'a été accessible que très tardivement aux membres du Conseil Municipal.

*Monsieur le Maire* répond qu'effectivement le texte a été travaillé jusqu'à ces derniers jours mais que pour l'essentiel il pouvait être consulté par les conseillers qui avaient également tout loisir d'émettre des avis depuis le 21 mars 2008, date de l'installation du conseil. Il rappelle qu'une réunion spéciale a été organisée le 2 décembre pour permettre une information optimale des conseillers.

Le *Conseil Municipal*, entendu l'exposé,

*VU* la délibération en date du 6 février 2006 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols ;

*Considérant* qu'un débat a eu lieu le 30 septembre 2008 au sein du Conseil municipal sur les orientations générales du plan d'aménagement et de développement durable ;

*VU* le projet de transformation du POS valant élaboration du Plan Local d'urbanisme et notamment le projet d'aménagement et de développement durable, le rapport de présentation, les documents graphiques, le règlement et les annexes ;

*VU* la phase de concertation menée en mairie et appuyée par les réunions publiques des 2 mai et 13 juin 2007,

*VU* le bilan de la concertation dressé en conseil municipal le 21 février 2008,

*Considérant* que le projet de PLU en cours est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration, aux communes limitrophes et aux EPCI directement intéressés ;

*après en avoir délibéré*,

*Ø arrête* le projet de transformation du POS valant élaboration du PLU de la commune de Scy-Chazelles tel qu'il est annexé à la présente.

*Ø précise* que ledit projet sera communiqué pour avis à l'ensemble des personnes publiques associées, aux communes limitrophes et aux EPCI directement intéressés, aux présidents d'associations agréées qui en feront la demande.

Adopté par 18 voix pour

1 voix contre (M. CORTINA)

2 abstentions (M. TISON - Melle HERZHAUSER)

#### **4) URBANISME – AMÉNAGEMENTS DE PARKINGS – ÉTUDES DE FAISABILITÉ – DÉCISIONS À INTERVENIR**

**Rapporteur : M. BRABLÉ**

Monsieur BRABLÉ informe l'Assemblée qu'il avait été inscrit au POS, un emplacement réservé sur le terrain situé Rue de Crimée section 1 n° 279 dans le but d'y créer un belvédère.

Un autre terrain sis rue du Saint Quentin section 1 n° 91, est susceptible de convenir à l'aménagement d'un parking, sur la partie basse du terrain, et ainsi permettre de délester la Rue du Saint Quentin et les rues adjacentes.

Avant de pouvoir concrétiser éventuellement ces deux projets, il serait judicieux de faire établir par un bureau spécialisé, une étude de faisabilité.

Madame PALUCCI intervient car elle considère ce point prématuré. En effet, elle souhaite qu'au préalable, comme cela est prévu au PADD, que soit fait un inventaire des besoins en parking dans le centre du village car elle n'est pas absolument sûre que le parking de la Frécote, trop souvent vide, n'est pas suffisant pour désengorger les rues du village, encore faut-il obliger les gens à s'y rendre.

Monsieur NAVROT précise que l'étude de faisabilité comprendra entre autre un inventaire de l'existant et une étude des besoins.

Monsieur BRABLÉ propose d'autoriser le Maire à effectuer les démarches afin de faire établir une étude de faisabilité de ces deux projets.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*autorise* le Maire à entreprendre les démarches en vue de faire établir une étude de faisabilité d'un parking sur les terrains évoqués ci-dessus.

Adopté par 19 voix pour - 2 abstentions (Mme PALUCCI – M. QUINIO)

#### **5) DÉSFFECTATION ET ALIÉNATION D'UN CHEMIN RURAL – RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

**Rapporteur : M. NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle au Conseil qu'en date du 10 janvier 2008, il avait été décidé de faire procéder à une enquête publique en vue de la désaffectation et l'aliénation d'une partie d'un chemin rural cadastré en section 2 n°o.110 d'une contenance de 0 a 96.

Cette enquête a été ouverte en Mairie du 3 au 18 novembre 2008 inclus conformément à l'arrêté municipal n°62/2008 du 14 octobre 2008.

Il rappelle que cette enquête a eu lieu conjointement avec la commune de Moulins les Metz, une partie dudit chemin se trouvant sur son ban.

Monsieur NICOLAY donne lecture du rapport du Commissaire Enquêteur, à savoir :

Ø aucune observation n'a été portée sur le registre d'enquête déposé en Mairie de Moulins les Metz.

Ø une observation a été déposée sur le registre de Scy-Chazelles. Toutefois, celle-ci porte sur l'appréciation personnelle de raccourci pour rejoindre à pied le centre du village à partir de la rue du Baoëton. Mais la personne précise en fin d'observation qu'il ne sait pas s'il s'agit de ce chemin.

En conclusion, le Commissaire Enquêteur donne un avis favorable au projet de désaffectation et d'aliénation dudit chemin considérant que l'enquête pu ue s'est déroulée en application stricte des décrets relatifs à la procédure d'enquête publique, que toute personne intéressée a été admise sans

contrainte dans les salles communales, lieux de l'enquête et a pu présenter librement ses observations, et qu'aucune observation allant à l'encontre du projet n'est apparue au cours de l'enquête.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

§ *décide* la désaffectation et l'aliénation dudit chemin.

§ *autorise* le Maire à signer l'acte de vente correspondant.

Adopté à l'unanimité

## **6) SIVT – ADHÉSION DES COMMUNES DE LEMUD ET VILLERS STONCOURT**

**Rapporteur : M. DHIOS**

Monsieur DHIOS informe l'Assemblée que par délibération en date du 13 Novembre 2008, le comité du Syndicat Intercommunal à Vocation Touristique du Pays messin (SIVT) a approuvé l'adhésion des communes de LEMUD et VILLERS-STONCOURT.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, la délibération doit être notifiée aux mairies de chacune des communes syndiquées. Les conseils municipaux ont trois mois, à compter de la date de la délibération du comité syndical pour se prononcer sur les adhésions.

Monsieur DHIOS propose d'accepter l'adhésion de ces deux communes.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*émet* un avis favorable à l'adhésion des communes de LEMUD et VILLERS-STONCOURT au SIVT du Pays Messin

Adopté à l'unanimité.

## **7) PARC INFORMATIQUE – CONTRAT DE MAINTENANCE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle que lors de sa séance du 11 juillet dernier, le Conseil Municipal avait décidé de renouveler pour une durée de 6 mois, le contrat de maintenance du parc informatique avec la société Médiatic Productions, moins disante après mise en concurrence. Il avait été convenu de refaire le point après ce délai au vu des problèmes rencontrés avec cette société.

Monsieur NICOLAY demande donc au Conseil d'autoriser le Maire à relancer une nouvelle consultation pour la maintenance du parc informatique, le contrat actuel arrivant à échéance au 31 décembre prochain.

Monsieur le Maire précise que la Société Médiatic Production n'a pas donné entièrement satisfaction et que, même si une amélioration a été perceptible, c'est loin d'être suffisant.

M. DHIOS tient à préciser tout de même que le travail effectué gratuitement sur le site de la commune (nouveau site) est tout à fait remarquable et cela malgré quelques lenteurs dans les interventions.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*autorise* le Maire à effectuer une consultation de sociétés pour la maintenance du parc informatique.

Adopté à l'unanimité.

## 8) REMBOURSEMENT DE SINISTRE

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que des plots séparateurs de chaussée sur l'îlot au 66 Voie de la Liberté avaient été détruits le samedi 10 février 2007.

Plainte a été déposée immédiatement auprès des service de police et transmise à l'assurance de la commune accompagnée d'un devis pour le remplacement desdits plots.

Après de nombreuses relances, la commune a obtenu le remboursement de ces dégradations le 14 octobre dernier.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à procéder à l'encaissement d'un chèque d'un montant de 328.48 € en remboursement du sinistre sus énoncé.

Adopté à l'unanimité.

## 9) PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée que deux membres du personnel partent en retraite au 31 décembre prochain. Il s'agit de Monsieur DANOIS, Brigadier Chef Principal de Police et de Madame LINCKENHELY, Adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe (15/35°) chargée de l'entretien d'une partie des locaux de l'école Bernard Rabas.

Ces personnes vont bien entendu être remplacées.

Il précise toutefois que la personne qui remplacera Monsieur DANOIS a déjà été choisie et qu'elle a le grade de Brigadier.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

**décide** de modifier le tableau des effectifs comme suit !

**TABLEAU DES EFFECTIFS**

<i>GRADE</i>	<i>Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs</i>	<i>Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs</i>	<i>Nbre d'agents en fonction</i>
Directeur Général des services	1	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint Administratif 1 <sup>ère</sup> classe	1	1	1
Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe	4	4	3
Brigadier Chef Principal	1	1	1
Brigadier	0	1	0
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe 15 heures	2	2	2
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe Juillet/Août	0	0	0
Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe non titulaire	2	2	2
Adjoint du Patrimoine 2 <sup>ème</sup> classe	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 <sup>ème</sup> classe	3	3	3
Agent spécialisé 1 <sup>ère</sup> cl. des écoles maternelles	3	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	4	4	2
Contrat d'avenir	1	2	1
<b>TOTAL</b>	<b>32</b>	<b>34</b>	<b>28</b>

Adopté à l'unanimité.

### **10) DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN**

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- Immeuble                      Section 3                      n° 132 et n° 239                      rue de la Cheneau
- Immeuble                      section 1                      n° a/273                      rue Saint Vincent

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*prend acte* de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

### **11) DIVERS**



## **A. DÉSIGNATION D'UN AVOCAT POUR DÉFENDRE DES INTÉRÊTS DE LA COMMUNE**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Le Maire rappelle à l'Assemblée que délégation lui a été donnée pour ester en justice. Toutefois, il demande de bien vouloir l'autoriser à prendre un avocat chargé de représenter et de défendre les intérêts de la commune si nécessaire.

Il rappelle que Maître DOLLÉ est déjà chargé de cette mission en ce qui concerne les affaires d'urbanisme.

Cette demande concerne les litiges qui pourraient survenir suite à des travaux entrepris par la commune en tant que Maître d'Ouvrage, et plus particulièrement l'affaire qui nous oppose avec Mme PIFFLINGER suite à l'aménagement et à l'enfouissement des réseaux rue Saint Nicolas.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

Ø *autorise* le Maire à prendre un avocat pour défendre les intérêt de la commune devant le Tribunal Administratif de Strasbourg en matière de litiges surv avaux entrepris par la commune.

Ø *confie* à Maître DOLLÉ cette mission et le suivi du dossier déjà déposé devant le Tribunal par Mme PIFFLINGER ainsi que tout autre dossier à venir si Monsieur le Maire le Juge nécessaire.

Adopté à l'unanimité

## **B. CREATION D'UNE CRECHE**

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

Pour information, Monsieur NAVROT fait état de l'avancement du projet de création d'une crèche sur la commune.

Il rappelle qu'une enquête, en partenariat avec la CAF, a été faite deuxième quinzaine de septembre au niveau des écoles communales ainsi que des écoles de Jussy et Sainte Ruffine afin de connaître les besoins des familles.

L'analyse des résultat a démontré que de réels besoins de garde existaient, à savoir : environ une trentaine d'enfants entre 0 et 2 ans pour les 3 années à venir. La CAF envisage même une structure de 40 berceaux.

La prochaine étape sera de lancer un appel d'offres pour retenir le constructeur d'une crèche privée.

Monsieur QUINIO demande si le terrain choisi est toujours celui qui se trouve derrière l'école maternelle Arc En Ciel. La commune mettrait donc à disposition le terrain ce qui sera une dépense en moins pour l'entreprise. Il évoque la possibilité pour la commune de faire un bail emphytéotique de 30 ou 35 ans au delà desquelles la crèche deviendra propriété de la commune.

D'autres possibilités de négociations sont aussi à l'étude.

Monsieur TISON demande à ce que soient mentionnées au cahier des charges des restrictions relatives à l'esthétique de la structure, son adéquation avec le développement durable etc...

## **INFORMATIONS SUR LA CA2M**

*Monsieur le Maire* évoque les décisions prises (taxe additionnelle) ou à prendre par la CA2M (TCSP= Transports en Commun en Site Propre).

Ces deux sujets majeurs ont fait l'objet de plus de 12 heures de débats à la CA2M, en conférences des maires, en réunions de bureau et en conseils avec vidéo-projections de consultants techniques. Le débat démocratique a été de qualité et a permis de trouver un consensus dans l'ensemble de l'échiquier politique car, il ne faut pas se voiler la face, les considérations politiques ne sont pas absentes comme dans toutes

les communautés d'agglomération des grandes villes de Jean-Luc BOHL Dominique GROS, Thierry JEAN, François GROSIDIER ont tous convenu que les décisions prises étaient incontournables même s'ils auraient préféré ne pas avoir à les prendre. Dominique GROS a même remarqué que ce consensus en dérangeait un certain nombre qui auraient préféré affrontements et oppositions.

Le Maire donne ensuite quelques précisions financières simplifiées pour expliquer ce qui a justifié cette décision. Les ressources de la CA2M sont de deux natures essentielles les dotations de fonctionnement (36M€), et la Taxe Professionnelle Unifiée (TPU) (59 M€). Cette dernière est reversée aux communes pour l'essentiel (46,7M€). Le solde n'est que de 12,3M€.

Durant le mandat précédent, le montant moyen des investissements a été de 16 M€ par an. Il s'agissait de la période de rodage. Il est nécessaire de monter en puissance pour deux réalisations majeures, le Centre Pompidou et les TCSP. 66 M€ d'euros par an seront indispensables. Il est dès lors évident qu'il est nécessaire d'augmenter les ressources par l'impôt même s'il est évident également qu'il faut modérer ses ambitions. Les économies suivantes ont été décidées : la Médiathèque ne sera pas prise en charge par la CA2M mais par la seule ville de Metz, le Centre des Congrès sera délégué au privé, la restauration de l'Opéra Théâtre et l'Hôtel de Communauté seront repoussés après 2014 (la CA2M restera locataire des locaux actuels). Ces réalisations auraient coûté 150 à 200 M€ Les économies sont donc réelles et importantes.

Le Maire évoque ensuite les deux investissements les plus importants. Le Centre Pompidou est en voie d'achèvement. Tout renoncement serait absurde. Il aura un coût de fonctionnement élevé mais il contribuera au rayonnement de Metz qui en a bien besoin surtout du fait des restructurations militaires. Il est inévitable qu'un équipement culturel soit déficitaire et ce n'est pas une raison pour y renoncer. Il générera des retombées positives sur le tourisme, l'hôtellerie, la restauration donc les emplois et les TPU.

Les TCSP découlent du PDU (Plan de Déplacement Urbain) qui a été présenté au conseil Municipal en octobre 2005. L'ensemble des conseillers ont donné un avis favorable en « regrettant toutefois un manque d'ambition » et en envisageant par exemple un tram. Le projet actuel qui sera soumis au vote le 15 décembre prévoit un TCSP avec augmentation de la fréquence (un tous les 6 minutes), un confort accru avec surtout quais surélevés pour faciliter l'accès des handicapés et des seniors. Priorité absolue sera donnée aux carrefours. Un tel projet est surtout destiné aux personnes qui n'ont pas de voiture ou qui veulent s'en affranchir et donc à ceux qui connaissent des difficultés ainsi qu'aux lycéens, collégiens et étudiants. Monsieur le Maire précise qu'il a émis quelques réticences en réunion de bureau considérant que la circulation reste relativement fluide à Metz et que les autobus ont un coefficient de remplissage assez bas. Toutefois il faut savoir que la CA2M est obligée de lancer les travaux en 2010 (loi SRU), que ce projet de 146M€ sera partiellement autofinancé par la taxe transport, que son étalement dans le temps poserait des problèmes techniques et de subventions.

Par ailleurs après avoir souhaité en 2005 un plan plus ambitieux, un tram notamment, il est difficile de s'opposer au projet actuel qui serait trop ambitieux alors qu'il ne reprend pas l'idée de tram. Le tram coûterait 3 fois plus cher. Il y a contradiction flagrante.

Certes aucun délégué de la CA2M ne prend avec légèreté et plaisir la décision d'augmenter ou de créer un impôt en cette période de crise mais, si l'exemple a été donné en ajournant des dépenses, il n'en demeure pas moins qu'il relève de notre responsabilité de ne pas adopter une attitude frileuse en stoppant les investissements. Ceci aggraverait encore la crise. C'est ce qu'ils essaient d'injecter des liquidités. Les maires des communes où vivent le plus de ménages en situations difficiles (Metz et Woippy) sont tout à fait conscients des difficultés de leurs habitants mais insistent bien sur cet aspect du problème.

Pour Scy-Chazelles, la taxe additionnelle de 1% augmentera la taxe d'habitation de 37€ en moyenne. Le Maire signale que dans la communauté du Grand Nancy, cette taxe est de 7,9% !!!!

Il fait remarquer enfin que cette taxe a été approuvée par 123 délégués contre 36 et que son rejet aurait eu des conséquences graves par le gel des investissements. Deux délégués de Scy-Chazelles ont voté POUR, Monsieur Straub et Monsieur Nicolay. Un délégué a voté CONTRE, Mr Quinio.

Le Maire distribue au cours de cet exposé 5 tableaux destinés à donner aux conseillers une connaissance précise des choses et à leur permettre de s'y rapporter à tête reposée.

Suite à l'intervention de Monsieur le Maire concernant l'augmentation des impôts à la CA2M en vue de justifier son vote positif à cette augmentation d'impôts locaux des administrés des 40 Communes de la CA2M, Monsieur QUINIO souhaite donner une réponse.

### Sur la forme

1. **Monsieur QUINIO** précise, qu'il a fait connaître par mail à Monsieur le Maire et au 1<sup>er</sup> Adjoint durant l'été 2008 son souhait d'une concertation entre les 3 délégués de la Commune auprès de la CA2M avant chaque réunion du Conseil de Communauté afin de faire point sur l'ordre du jour et, si possible, arriver en réunion avec une position commune pour éventuellement intervenir et faire entendre notre voix. Il informe qu'il n'a pas reçu de réponse à cette proposition.

2. M. QUINIO pense que, lorsqu'un point aussi important que l'augmentation de la fiscalité sur l'ensemble des administrés des 40 communes de la CA2M touchant à la vie quotidienne de chacun vient à du jour de la CA2M, la véritable démarche démocratique consisterait d'abord à évoquer le sujet avec les membres du Conseil Municipal, en réunion officielle ou non.

Il précise que cela a été fait dans bien d'autres communes. Il se pose la question se demande pourquoi cela n'a pas été fait à SCY-CHAZELLES. Il précise que ce point n'a peut-être pas été évoqué volontairement par crainte de voir se dégager une majorité opposée à cette augmentation d'impôt. Si cela n'a pas été le cas, il demande à Monsieur le Maire de bien vouloir expliciter la raison pour laquelle cela n'a pas été fait. Il ajoute que, si ce sujet avait été abordé au Conseil Municipal, il se serait bien entendu plié à la décision majoritaire.

3. En tout état de cause, une réunion aurait pu avoir lieu avant la réunion du Conseil de Communauté du 4 décembre 2008 afin d'échanger des arguments. Cela aurait permis à l'ensemble de nos collègues de se prononcer en toute connaissance de cause. *Cela n'a malheureusement pas été le cas !!!*

Il précise que la volonté de Monsieur le Maire d'expliquer aujourd'hui son vote n'a aucun intérêt puisque la décision a été prise au Conseil de Communauté le 4 décembre dernier.

### Sur le fond

**Monsieur QUINIO** rappelle, comme il l'a déjà expliqué à l'ensemble des conseillers communautaires le 4 décembre dernier, les 3 raisons majeures de sa position opposée à toute augmentation de l'impôt et à la mise en place d'une fiscalité mixte à la CA2M.

Il s'agit :

1. de la situation économique actuelle
2. du programme d'investissement prévisionnel 2009/2014 beaucoup trop important.
3. de la nécessité de donner l'exemple.

M. QUINIO s'étonne d'ailleurs de la contradiction existant entre la position de M. le Maire à la CA2M, favorable à la mise en œuvre d'investissements très importants engendrant la création d'une nouvelle fiscalité auprès de nos administrés et sa position à la Mairie de Scy-Chazelles où il préconise dans le dernier « Mot du Maire » du 27 novembre 2008 « de différer les investissements afin de ne pas trop charger notre endettement et nos impôts locaux ».

Monsieur QUINIO intervient ensuite pour répondre ponctuellement à deux points développés par Monsieur le Maire.

Ø TCSP et mise en place d'un busway : Il s'agit là d'un investissement considérable ± 150 M€. Il précise qu'il n'est pas opposé à l'aménagement des transports commun de la CA2M mais que la mise en place de l'infrastructure d'un site propre aurait été sant (aménagement des voiries) en faisant rouler les bus existants dans des couloirs réservés. Cela a été fait dans beaucoup d'autres villes notamment dans notre capitale PARIS, et cela aurait permis de diviser au moins par 2 le montant de l'investissement.

Ø Centre POMPIDOU – Le projet étant maintenant lancé, il n'est plus possible de revenir en arrière et il faut l'assumer.

Monsieur QUINIO déplore de n'avoir pu terminer son intervention dans la mesure où un certain nombre de conseillers « sans doute fatigués par l'heure tardive » ont décidé de quitter la salle.

**Monsieur le Maire** répond que depuis 13 ans, il n'a pas imposé un vote à quiconque de ses conseillers et à quiconque des délégués de la CA2M depuis 2002. Il a toujours jugé que chacun d'eux était parfaitement lucide et responsable pour prendre ses décisions en conscience même si ces décisions étaient importantes (depuis 2002, le Centre Pompidou a été accepté à l'unanimité par les 4 délégués sigéocastellois). C'est sa conception de la démocratie. Inversement il considère qu'il n'appartient à personne de

lui imposer un vote. Jusqu'en avril 2008, les délégués ont été pour l'essentiel en harmonie tacite sans qu'il ait été nécessaire d'envisager des sortes de séances de conciliation.

*Monsieur Nicolay* affirme qu'il est tout à fait normal d'être solidaire du Maire et reconnaît que celui-ci ne lui a imposé aucun vote. Il a lui-même voté en faveur de la taxe additionnelle.

*Madame Antoine* fait remarquer que ces débats n'ont jamais eu lieu et qu'ils n'ont jamais été demandés par quiconque avant avril 2008. Elle pense que ceux qui ont élu les délégués sont ées leur faire confiance sans qu'ils aient à rendre des comptes.

SCY-CHAZELLES, le 15 décembre 2008

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB